

# Dernières heures pour remplir ses vœux sur Parcoursup, qui divise toujours

Paris, 29 mars 2022 (AFP) -

Les lycéens de Terminale et les jeunes en réorientation ont jusqu'à minuit mardi pour formuler leurs vœux dans Parcoursup, la plateforme d'admission dans l'enseignement supérieur qui continue de diviser, y compris dans les discours des candidats à la présidentielle.

Encore quelques heures de réflexion et de stress pour les élèves de terminale et étudiants en réorientation pour inscrire leurs 10 vœux maximum et 20 sous-vœux parmi toutes les formations reconnues par l'Etat, sans avoir à les classer. Ils ont cependant jusqu'au 7 avril pour peaufiner leurs lettres de motivation et dossiers de candidature.

La plateforme d'admission post-bac a fait couler beaucoup d'encre dès sa création il y a quatre ans, beaucoup l'accusant d'introduire de la sélection à l'université. Des candidats à la présidentielle la fustigent, plusieurs à gauche proposant de le supprimer.

"J'abrogerai Parcoursup, cette ignominie", a lancé début mars le candidat de la gauche radicale Jean-Luc Mélenchon sur Twitter. Quelques mois avant, il avait évoqué un "brise-vocation".

Le candidat communiste Fabien Roussel, qui veut aussi "y mettre fin", a qualifié Parcoursup de "Koh Lanta de l'orientation professionnelle, mais sans totem d'immunité".

Anne Hidalgo veut aussi "supprimer Parcoursup", "pour rétablir l'accès équitable des lycéens français à l'enseignement supérieur", tout comme l'écologiste Yannick Jadot, pour qui "ce système d'une boîte noire qui définit votre avenir, c'est insupportable".

Pour "éviter les délits d'initiés en matière d'orientation", la candidate de droite Valérie Pécresse affirme de son côté qu'elle "rendra aussi transparents et accessibles les algorithmes locaux de Parcoursup".

Emmanuel Macron a, lui, vanté la "formidable réussite" de Parcoursup, avec "des résultats plus performants" que le système précédent Admission Post-Bac (APB), très critiqué. Il a ajouté toutefois qu'il faut "poursuivre le travail d'amélioration de l'orientation qu'a initié" la plateforme.

- "Absence de transparence" -

Si beaucoup reconnaissent des progrès par rapport à APB - notamment la fin du tirage au sort, la création de quotas de boursiers ou les informations sur les formations fournies par la plateforme -, syndicats et spécialistes du sujet pointent cependant des lacunes de Parcoursup.

Pour Hervé Christofol, membre du bureau national du syndicat Snesup-FSU, "on ne va bien sûr pas revenir à des inscriptions sur papier et des files d'attente devant chaque université", mais "il faut abandonner le non-classement des vœux, qui a créé une réelle mise sous tension des formations, et a pour conséquence de faire du surbooking".

Selon lui, il faudrait "créer de nouvelles places pour supprimer la sélection".

Le fait que les propositions soient faites "au fil de l'eau" est également critiqué, les candidats se retrouvant souvent sur liste d'attente. Ils pourront recevoir cette année des réponses du 2 juin jusqu'en septembre.

"C'est une procédure qui s'étale sur plusieurs mois et qui crée un certain nombre de difficultés", notamment "pour les étudiants qui n'ont pas la possibilité d'attendre jusqu'à l'été pour se décider", souligne Julien Grenet, directeur de recherche au CNRS et coauteur d'une étude de l'Insee sur Parcoursup.

"Ce qui a été souligné parfois, c'est une certaine forme de violence symbolique, qui vient du fait que les candidats qui ont les meilleurs dossiers reçoivent beaucoup de propositions dès le premier jour et sont fixés sur leur sort, alors que ceux qui ont des dossiers plus faibles vont devoir attendre", ajoute-t-il.

Les formations qui ont plus de candidats que de places proposées classent en fonction du dossier. Les élèves "se demandent comment ils ont été évalués, il y a un gros sentiment d'injustice", indique Alban Mizzi, doctorant en sociologie et spécialiste de Parcoursup. "La procédure est longue, stressante, opaque".

Julien Grenet ancien membre du comité chargé de l'évaluation de Parcoursup, dont il a démissionné en 2019, relève aussi "l'absence de transparence" sur les critères de classement des étudiants par les formations, qui "nuît un peu à l'acceptabilité du système".



PAYS :France  
SURFACE :101 %  
PERIODICITE :Quotidien



► 29 mars 2022 - Edition Fil Gen

"Dans beaucoup de pays, on publie des seuils, ça permet d'y voir un peu clair en amont", ajoute-t-il, citant les pays scandinaves. Pour lui, le système français est "largement perfectible".  
slb-asm/bfa/ob

Afp le 29 mars 22 à 06 00.

